

PROVA SCELTA
BUSTA N° 1



Ambasciata d'Italia
Ottawa

Trudeau annonce 800 millions pour des projets de conservation autochtones

En tout, ces initiatives couvriront pour près d'un million de kilomètres carrés, a confirmé M. Trudeau lors d'une conférence de presse tenue en matinée à la Biosphère, sur l'île Sainte-Hélène.

« Il va y avoir un projet de conservation dans la zone marine du Grand Ours dans l'ouest, un autre dans le Nord de l'Ontario – le projet de conservation des Omushkego – un projet dans la région de Qikiqtani au Nunavut et un dernier projet dans les Territoires du Nord-Ouest », a-t-il expliqué, en ajoutant que « chaque projet est unique en son genre ».

Tous ces projets, a persisté le chef libéral, « visent autant à assurer le bien-être des communautés qu'à protéger la nature ». « On sait que pour créer des emplois et favoriser une économie forte, il faut absolument lutter contre les changements climatiques », a-t-il aussi relevé.

La plupart des zones de conservation impliqueront plusieurs communautés. La zone marine du Grand Ours, par exemple, regroupe 17 Premières Nations. Celui dans les Territoires du Nord-Ouest sera géré en partenariat par 30 gouvernements autochtones.

M. Trudeau, qui est à Montréal en marge de la COP15 qui se tient au Palais des congrès jusqu'au 19 décembre, a également profité de l'occasion pour appeler tous les États « à passer à l'action » en matière de lutte contre la crise climatique.

D'ailleurs, le premier ministre a dit espérer « que les deux prochaines semaines vont confirmer notre engagement collectif pour mener une action mondiale ». « On a beaucoup à faire pour protéger la nature. Et on a beaucoup à faire pour avancer sur le chemin de la réconciliation. Mais aujourd'hui, on démontre qu'on le fait ensemble », a-t-il encore expliqué devant les caméras.

L'annonce de ce mercredi s'est faite en présence de leaders autochtones, dont le Grand Chef du Conseil de Mushkegowuk, Alison Linklater. « Ce sont nos terres et nos eaux qui nous relient à notre culture traditionnelle, notre langue. Cela fait partie de qui nous sommes. Il apporte également la guérison à notre peuple. Et sans nos terres et notre eau, nous n'existons pas », a-t-elle dit, saluant comme ses collègues l'annonce du gouvernement fédéral.

« Les leaders autochtones sont des leaders environnementaux, avec une perspective, une connaissance, une culture et un droit unique qui peuvent aider à inspirer et améliorer l'équilibre naturel », a quant à lui plaidé le ministre de l'Environnement, Steven Guilbeault, aussi sur place.



Ambasciata d'Italia
Ottawa

Le Canada accueille le monde à la COP15 pour protéger la nature

6 décembre 2022
Montréal (Québec)

Des plages de sable rouge de l'Île-du-Prince-Édouard dans l'Atlantique aux pics enneigés des Rocheuses dans l'Ouest, en passant par le pergélisol qui recouvre une large part de l'Arctique canadien, le Canada est réputé pour ses paysages. La nature fait partie de l'identité canadienne, mais elle est en danger. Aujourd'hui, nous accueillons le monde au Canada pour veiller à ce que la nature reste au cœur de notre identité pour de nombreuses générations.

Le premier ministre Justin Trudeau était à Montréal aujourd'hui pour accueillir des délégués du monde entier à la 15^e réunion de la Conférence des Parties (COP15) à la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. En tant que chef de file mondial en matière de conservation, le Canada a répondu à l'appel en devenant l'hôte de la COP15 du 7 au 19 décembre 2022 afin de favoriser la prise de mesures ambitieuses pour protéger la nature.

Dans son discours d'ouverture, le premier ministre a souligné la volonté du Canada d'assurer la réussite de la COP15 grâce à la collaboration entre partenaires internationaux en vue de convenir d'un ambitieux Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) après 2020. Ce cadre servirait de feuille de route collective pour orienter les efforts mondiaux en faveur de la conservation de la biodiversité jusqu'en 2030.

À l'appui de cet objectif, le premier ministre Trudeau a annoncé aujourd'hui que le Canada versera une nouvelle contribution de 350 millions de dollars pour aider les pays en développement – qui abritent la grande majorité de la biodiversité mondiale – à rehausser leurs efforts de conservation. Ce financement servira à assurer la mise en œuvre du futur CMB. Ce montant s'ajoute à plus d'un milliard de dollars que le Canada s'est déjà engagé à verser pour soutenir des projets d'action climatique visant à contrer les effets des changements climatiques sur la perte de biodiversité dans les pays en développement.

Le nouvel investissement annoncé aujourd'hui confirme la place du Canada parmi les chefs de file mondiaux en matière de protection de la nature. Il s'ajoute aux investissements sans précédent de plusieurs milliards de dollars que nous avons faits depuis 2016 pour conserver la nature et la biodiversité ici, au pays, et dans le monde entier. En répondant à l'appel et en mobilisant le monde à Montréal, nous pouvons mettre fin à la perte de biodiversité et bâtir une planète en santé pour les générations à venir.



Ambasciata d'Italia
Ottawa

L'honorable Chrystia Freeland, députée. Vice-première ministre et ministre des Finances

Madame Freeland a été élue députée dans Toronto-Centre pour la première fois au mois de juillet 2013. Elle a été élue députée dans University-Rosedale en octobre 2015 et a été réélue en octobre 2019 et en septembre 2021.

De novembre 2015 à janvier 2017, madame Freeland a assumé les fonctions de ministre du Commerce international, s'occupant de la supervision des négociations réussies de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne, le CETA. De janvier 2017 à novembre 2019, elle a assumé les fonctions de ministre des Affaires étrangères. Pendant cette période, elle a défendu d'une voix forte la démocratie, les droits de la personne et le multilatéralisme dans le monde entier.

En tant que ministre des Affaires étrangères, elle a dirigé et conclu la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Canada, le Mexique et les États-Unis.

En novembre 2019, madame Freeland a été nommée la vice-première ministre du Canada et la ministre des Affaires intergouvernementales. Dans ce rôle, elle a mené la réponse pancanadienne à la pandémie de COVID-19. Elle a été nommée la ministre des Finances en août 2020.

Journaliste et auteure de renom, la vice-première ministre est née à Peace River, en Alberta. Elle a fait des études à l'Université Harvard avant de poursuivre ses études en tant que récipiendaire d'une bourse d'études de la fondation Rhodes à l'Université d'Oxford.

Après avoir commencé sa carrière en journalisme en Ukraine, comme correspondante indépendante du Financial Times, du Washington Post et de The Economist, elle a occupé de nombreux postes au Financial Times of London. De 1999 à 2001, elle a été rédactrice en chef adjointe du Globe and Mail à Toronto, avant d'occuper le poste de rédactrice en chef adjointe au Financial Times, puis d'en être la rédactrice en chef pour les États-Unis.

En 2010, elle s'est jointe à l'agence de presse canadienne Thomson Reuters. Elle travaillait à titre de directrice générale et de rédactrice en chef, Informations consommateurs. Elle a décidé de revenir au pays en 2013 et de se lancer en politique.

En 2018, le magazine Foreign Policy lui a décerné la distinction de diplomate de l'année et elle a reçu le prix Eric M. Warburg d'Atlantik-Brücke pour son travail de renforcement des liens entre les pays transatlantiques. En 2020, elle a reçu le prix Mark Palmer, décerné par Freedom House, pour ses années de travail consacrées à promouvoir la démocratie et les droits de la personne.